

Consultation Publique ARCEP

Projet de décision sur l'analyse du marché 4 de fourniture en gros d'accès de haute qualité : marché pertinent du haut et du très haut débit fixe

Projet de décision sur l'analyse du marché 3a de fourniture en gros d'accès local en position déterminée

Réponse de Verizon France

14 septembre 2020

Le 7 juillet 2020, l'Autorité a publié les projets de décisions d'analyse des marchés 4 et 3a, faisant suite à une première consultation publique lancée le 6 février 2020.

Verizon France remercie l'Autorité de lui donner l'occasion de s'exprimer à propos de ces projets de décisions, étant rappelé à titre liminaire que la position exprimée ici vaut de façon spécifique pour la France, et qu'elle n'est pas nécessairement applicable à d'autres pays dans lesquels les conditions de marché et l'environnement réglementaire peuvent être différents.

Verizon France salue le travail réalisé par l'Autorité, et approuve dans leur ensemble l'analyse que fait l'Autorité des marchés pertinents de fourniture en gros d'accès fixe ainsi que les projets de décision qui s'y rapportent. Ceux-ci sont conformes aux orientations présentées par l'Autorité dans sa consultation précédente en février-mars 2020.

L'Autorité a bien identifié la nécessité d'apporter la fibre à l'ensemble des entreprises en favorisant le développement d'un marché véritablement concurrentiel, et d'accompagner la bascule du réseau historique de cuivre vers la fibre.

Verizon France estime pourtant qu'une offre de gros de bitstream sur la BLOM de l'opérateur historique, avec GTR et à un tarif comparable à celui du DSLE serait la bienvenue pour répondre aux besoins de la clientèle des entreprises sur le marché de détail, notamment pour assurer le remplacement du DSLE dans des conditions économiques acceptables, comme nous l'avons indiqué en mars. Verizon France regrette qu'il ne soit toujours pas envisagé d'en imposer la fourniture par Orange.

Cela étant, Verizon France salue la proposition de l'Autorité de maintenir l'obligation pour Orange de proposer des offres de gros permettant la reproductibilité de ses offres

de détail sur fibre optique mutualisée. Il est toutefois regrettable que cette obligation ne soit pas assortie d'exigences plus précises qui imposeraient expressément à Orange d'inclure dans ces offres de gros l'accès illimité à internet qu'Orange offre à ses clients sur le marché de détail. Il y a là une source potentielle de pratiques discriminatoires de la part d'Orange en faveur de sa branche de détail. Verizon France attend de l'Autorité qu'elle exerce la plus grande vigilance à cet égard, et ne s'interdira pas de contester des facturations de consommation de bande passante qu'Orange pourrait abusivement à nos yeux qualifier d'abusives, sur la base d'un dispositif et de critères définis unilatéralement par l'opérateur historique et échappant à tout contrôle possible de la part des opérateurs alternatifs.

Verizon France salue également tout particulièrement l'accent mis par l'Autorité sur les questions touchant à la qualité de service, notamment sur le Marché 4, avec des obligations de publication mensuelle par Orange d'indicateurs nombreux et précis, et des obligations de respect de seuils de qualité de service trimestriels sur les offres d'accès de haute qualité. Reste à espérer que ces seuils chiffrés seront effectivement respectés par Orange malgré l'incertitude quant à la sanction de leur éventuel non-respect, et par ailleurs qu'Orange s'abstiendra de favoriser sa branche de détail en matière de qualité de service, ce que les remèdes proposés ne permettent pas de garantir.

Verizon France salue enfin l'attention apportée par l'Autorité à la question de l'accompagnement des fermetures d'offres suite à des évolutions technologiques, sujet longuement développé dans le corps de la décision, montrant que l'Autorité a pris la mesure du problème régulièrement évoqué par Verizon France et a décidé d'y remédier de façon prometteuse.